



Revue Française de Civilisation Britannique

French Journal of British Studies

XXII-2 | 2017

The Brexit Referendum of 23 June 2016

Des *anti-Marketeers* aux *Brexiters*: la rhétorique eurosceptique des syndicats britanniques d'un référendum à l'autre

From Anti-Marketeers to Brexiters : the Eurosceptic Rhetoric of British Trade Unions during the 1975 and 2016 Referendums

Houcine Msaddek



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1390>

DOI : 10.4000/rfcb.1390

ISSN : 2429-4373

Éditeur

CRECIB - Centre de recherche et d'études en civilisation britannique

Référence électronique

Houcine Msaddek, « Des *anti-Marketeers* aux *Brexiters*: la rhétorique eurosceptique des syndicats britanniques d'un référendum à l'autre », *Revue Française de Civilisation Britannique* [En ligne], XXII-2 | 2017, mis en ligne le 30 mai 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfcb/1390> ; DOI : 10.4000/rfcb.1390

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.



Revue française de civilisation britannique est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Des *anti-Marketeers* aux *Brexiteers*: la rhétorique eurosceptique des syndicats britanniques d'un référendum à l'autre

From Anti-Marketeers to Brexiteers: the Eurosceptic Rhetoric of British Trade Unions during the 1975 and 2016 Referendums

Houcine Msaddek

Introduction

- 1 L'opposition britannique à l'intégration européenne durant les quarante-trois ans d'adhésion à la Communauté Economique Européenne (CEE) ou ce qu'on appelait le Marché commun, puis à l'actuelle Union Européenne (UE) a donné lieu à deux référendums: un premier, le 5 juin 1975, qui confirme l'adhésion retardée de la Grande-Bretagne au projet européen deux ans seulement après son entrée en vigueur ; et un second, le 23 juin 2016, qui sonne le glas d'une telle adhésion.
- 2 Dans une démarche de conceptualisation de ce phénomène qu'est l'euroscepticisme, Aleks Szczerbiak et Paul Taggart ont mis au point une typologie identifiant les différents discours sur le rejet de l'idée d'intégration européenne. Ils distinguent essentiellement ce qu'ils appellent *hard euroscepticism*, l'euroscepticisme radical, du *soft euroscepticism*, modéré, qui est « l'acceptation de principe de l'idée européenne mais implique dans le même temps une résistance aux modalités pratiques de sa mise en œuvre »¹. D'autres chercheurs qui se sont penchés sur la question de façon empirique et spécifique au Royaume-Uni distinguent chez les différentes formations politiques britanniques deux types d'euroscepticisme transpartisan qui rejoignent plus ou moins la typologie de Szczerbiak et Taggart; l'un renvoie à un discours souverainiste sur l'Europe et l'autre à un discours plutôt utilitariste.² En tout état de cause, en Grande-Bretagne, l'euroscepticisme

s'est souvent avéré un important baromètre non seulement de la vie politique mais aussi de la scène sociale, et ceci est d'autant plus vrai s'agissant des syndicats ouvriers.

- 3 En effet, le mouvement syndical britannique a marqué de son empreinte l'émergence d'un euroscepticisme particulier, bien au-delà des deux tendances, souverainiste et utilitariste. Méconnue et souvent confondue avec la position du parti travailliste, la vision européenne des syndicats britanniques a pourtant poursuivi une trajectoire bien distincte et souvent aux antipodes de celle de son émanation politique car, aussi paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, l'euroscepticisme offre aux syndicats britanniques un prisme aux luttes d'influence et de repositionnement au sein et vis-à-vis d'un parti travailliste qu'ils ont eux mêmes créé en 1900 dans le but de disposer d'une représentation parlementaire qui leur soit propre.
- 4 Ce paradoxe se comprend mieux dès lors que l'on explore à quel point les syndicats britanniques se sont servis de l'euroscepticisme à des fins stratégiques et à quel point les stratégies déployées sont dictées par la conjoncture propre à chacune des deux campagnes référendaires. En effet, un décryptage du positionnement des forces politiques et sociales en présence lors du premier scrutin populaire révèle le rôle primordial des syndicats dans la conduite et dans le soutien financier et militant de la campagne des *anti-marketeers*³ à contre courant de l'opinion publique de l'époque, et alors même que la consigne de vote du Premier ministre travailliste Harold Wilson était pour le « oui » au maintien du Royaume-Uni dans le Marché commun. Quant à la campagne référendaire de 2016, en plus d'une minorité agissante de dirigeants syndicalistes se proclamant résolument *Brexiteers*⁴, c'est-à-dire pro-Leave, la réélection *post-Brexit* du leader du parti travailliste révèle une centrale syndicale britannique, le *Trades Union Congress (TUC)*, et des grandes fédérations affiliées en son sein rangées comme un seul homme derrière un eurosceptique supposé, Jeremy Corbyn. Dans le même temps, les parlementaires centristes fidèles au *New Labour*, sous bannière européiste, ont soumis une motion de défiance envers lui prétextant qu'il n'aurait pas suffisamment fait campagne pour le *Remain*.
- 5 La contestation des syndicats ouvriers vis-à-vis de l'implication britannique dans le processus de la construction européenne tient en grande partie – c'est du moins notre hypothèse – au fait que les deux campagnes référendaires ont été portées par les syndicats au nom d'une stratégie de repositionnement dans le rapport de forces vis-à-vis des partis de gouvernement, en particulier du parti travailliste. Aussi est-ce sur cette contribution syndicale à l'histoire de l'euroscepticisme britannique que nous souhaitons revenir.
- 6 En centrant l'analyse sur les mobilisations eurosceptiques en milieu syndical, le présent article vise à explorer les différents ressorts politiques et idéologiques sur lesquels s'appuie le refus syndical d'une adhésion britannique au Marché commun puis à l'Union européenne. Il s'agira en substance de souligner l'évolution des répertoires d'action et des constructions symboliques du courant eurosceptique au sein du mouvement syndical britannique, essentiellement lors des deux référendums nationaux. Alors que la récente consultation référendaire et ses effets appartiennent encore à l'actualité brûlante et nous contraignent ainsi à un appui prudent sur les médias et les sources en ligne des organisations concernées, la grille de lecture de la rhétorique eurosceptique des syndicats jusqu'au début des années 1990 repose en grande partie sur les résultats de notre travail de thèse sur la presse syndicale britannique et l'intégration européenne de 1961 à 1992⁵.

Les prémices de l'euroscepticisme syndical

- 7 L'idée de l'intégration des pays de l'Europe occidentale dans une organisation supranationale ne préoccupe guère les syndicats britanniques durant les années 1950. Néanmoins, un retournement de situation historique a lieu en juillet 1961 quand Harold Macmillan, Premier ministre conservateur, annonce la décision de son gouvernement de solliciter l'admission du Royaume-Uni dans la CEE. L'événement a suscité un vif débat au sein duquel les syndicats ont joué un rôle important. En effet, cette question qui fait irruption sur la scène syndicale devient rapidement l'un des éléments récurrents du débat et entraîne un extraordinaire phénomène de reconversion militante et de politisation inédit chez les adhérents. Le traité de Rome ne comportant pratiquement pas de dispositions sociales, l'idée d'une adhésion à un marché commun libéral inquiète d'emblée les dirigeants syndicaux qui tiennent aux acquis que leur procure le tripartisme, pilier du modèle social keynésien instauré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et qui consiste en une tradition de concertation et de négociation entre gouvernement et partenaires sociaux. C'est ainsi que dans la foulée de la création de l'Association Européenne de Libre Echange (AELE, *European Free Trade Area* (EFTA) en anglais) qui s'est constituée de manière concurrentielle au Marché commun, le TUC s'est empressé de mobiliser les syndicats des pays membres de cette nouvelle organisation et de former l'EFTA-TUC : (*European Free Trade Area- Trade union Confederation*). L'EFTA-TUC est alors prise en main par les syndicats britanniques devenus hostiles à la CEE alors que les syndicats des six pays membres du Marché commun adhèrent au Secrétariat syndical européen, SSE.⁶
- 8 La démarche de Harold Macmillan a également suscité l'émergence dans la mouvance syndicaliste d'un courant européiste, certes minoritaire, mais d'une rare vitalité, sous l'impulsion du *Daily Herald*, dernier représentant des syndicats au sein de la grande presse de *Fleet Street*. Avec un tirage de près de cinq millions d'exemplaires en 1961, le *Herald* affiche une ligne éditoriale résolument pro-européenne. Mais la disparition du *Herald* peu après le veto français du 14 janvier 1963 a laissé le champ libre au courant anti-européen pour dominer en maître la scène syndicale.
- 9 Ce courant anti-européen va continuer à se structurer et à nourrir le débat autour de la question européenne tout au long des années 1960. Ses tenants fondent leur rejet de l'intégration européenne sur la défense de la maîtrise des instruments nationaux de politique économique à l'inverse de la politique du laissez-faire promue par le projet européen. L'effervescence de l'activisme syndical contre l'intégration européenne durant cette période entraînera l'apparition des premières associations anti-européennes créées et financées par les syndicats dont les plus connues sont le *Forward Britain Movement* fondée en 1961 et *Britain and the Common Market Group*, lancée en 1965.
- 10 Le deuxième veto de Charles de Gaulle en 1967 face à la deuxième demande d'adhésion britannique formulée par le leader travailliste, Harold Wilson va imposer un court repli au débat européen en milieu syndical. Il n'en reste pas moins que dès 1970, quand le projet d'Edward Heath de formuler une nouvelle demande d'adhésion commence à avoir de réelles chances d'aboutir, l'opposition des syndicats reprend de plus belle et rentre alors dans une deuxième phase durant laquelle elle commence à agiter le spectre de l'usage inédit du référendum.

Le référendum de 1975

Un rôle de catalyseur

- 11 L'idée même d'un référendum est née dans la mobilisation anti-européenne de la gauche travailliste au sein de laquelle les syndicats ont joué un rôle catalyseur. Sidney et Beatrice Webb font remarquer que les premiers syndicats en faisaient une règle de fonctionnement interne.⁷ Il n'est pas étonnant alors que leurs successeurs des années 1970 soient parmi les tous premiers initiateurs du recours au référendum en vue d'empêcher l'adhésion du Royaume-Uni au Marché commun. Aussi en décembre 1970 Tony Benn, qui a longtemps incarné la gauche travailliste, relaye auprès du comité exécutif du parti (NEC) une proposition du syndicat du transport (TGWU) en faveur de la tenue d'un référendum sur l'entrée du Royaume-Uni dans la CEE avant la signature du traité d'adhésion. Cependant, le NEC la repousse et ce n'est qu'en mars 1972 que le même Tony Benn obtient un vote du NEC en faveur d'un référendum par 13 voix contre 11.
- 12 En adoptant l'idée du recours au verdict populaire en mars 1972, le Cabinet fantôme (*shadow cabinet*) revient sur l'intention du chef du parti, Harold Wilson, de renégocier directement les termes de l'adhésion une fois au pouvoir. Cette décision provoque la démission du pro-européen Roy Jenkins de son poste de leader adjoint du parti. Les anti-européens sont nettement majoritaires au sein du NEC et des syndicats affiliés, mais moins dans le groupe parlementaire. La pression des syndicats et de la gauche anti-européenne du parti s'accroît au lendemain de la victoire électorale des travaillistes en février 1974 et au fur et à mesure que le jour de la consultation référendaire, fixée au 5 juin 1975, approche. Ils réussissent à imposer la tenue d'un congrès extraordinaire du parti. Deux tiers des délégués participant à ce congrès, tenu le 26 avril, optent pour le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun alors que le Livre blanc plaidant pour le « Oui » au maintien de l'adhésion au Marché commun, préparé par Harold Wilson en prévision du vote de 5 juin et présenté devant la Chambre des communes le 9 avril, obtient le soutien de 393 parlementaires contre 170. Plus spécifiquement, les députés travaillistes se départagent entre 145 fidèles à la position du gouvernement telle qu'elle est exprimée dans le Livre blanc et 138 opposants au maintien de l'adhésion à la CEE.
- 13 Les efforts tentés pour informer et mobiliser les adhérents et aussi faire pression sur les députés et les hauts dirigeants du TUC sont portés par le *Labour Safeguards Committee*, LSC, une association fondée en 1974 par des syndicalistes et des parlementaires sponsorisés par des syndicats. *Trade Unions Against the Common Market*, TUACM, une autre association active en milieu syndical depuis 1972 mais dont l'audience est assez faible, est, quant à elle, financée et animée par des militants du parti communiste, le CPGB.
- 14 Ainsi, dès le congrès du TUC en septembre 1974, l'idée de la tenue d'un référendum fait l'unanimité et la quasi-totalité des syndicats affiliés au TUC se range du côté du « Non ». Parmi les rares syndicats à s'être rapprochés de la position du gouvernement, il y a essentiellement le CWU (*Clerical Workers Union*) et le SMWU (*Sheet Metal Workers Union*) ainsi que le deuxième plus grand syndicat, le GMWU (*General and Municipal Workers' Union*), traditionnellement classé à droite.

Les significations d'un libellé

- 15 Au fond, les *anti-marketeers* sont bien conscients que le rapport de force n'est aucunement en leur faveur. Les électeurs sont conviés aux urnes pour dire si, « oui ou non, ils souhaitent le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne »⁸. Les termes de la question, « maintien » et « Communauté européenne » sont soigneusement choisis par le Premier ministre de façon à peser psychologiquement dans le sens du « Oui ». En comparaison, le libellé du référendum de 2016, comportant les deux termes *Remain / Leave* (maintien / sortie) laisse un vrai choix aux électeurs. D'autre part, en envoyant à chaque foyer un résumé de son Livre blanc et d'autres tracts plaidant pour le « Oui », le gouvernement prend incontestablement parti pour le camp qu'il a lui-même choisi. Par ailleurs, la *National Referendum Campaign*, l'organisme reconnu par le gouvernement comme représentant du camp du « Non », reçoit de ce fait un financement public. Toutefois, ce financement est dérisoire et, même additionné aux contributions des syndicats, est sans commune mesure avec les importantes sommes versées par les hommes d'affaires au camp du « Oui ». Ceci se vérifie dans le résultat du référendum et le soutien populaire dont il a fait l'objet. Le « Oui » l'emporte effectivement par 67,2 % des suffrages.

L'inquiétude sur le tripartisme

- 16 Dans ces circonstances, l'on se demande dans quelle logique s'inscrit l'obstination des syndicats à prendre la tête d'une campagne pour une cause qui semble perdue d'avance. En effet, si l'appel du gouvernement Wilson à voter pour le maintien est moins justifié par une vision idéologique que par une recherche d'efficacité économique, la résistance des syndicats à l'intégration européenne est, elle, motivée par une double inquiétude inhérente tout d'abord à la raison d'être de l'action syndicale –assurer la défense des intérêts des salariés – et aussi à des préoccupations propres au syndicalisme britannique. Les dirigeants syndicaux espèrent ainsi maintenir la gestion tripartite de l'économie, préserver leurs liens historiques avec le parti travailliste, essentiellement leur rang de partenaires privilégiés et peser sur des éventuelles négociations avec la CEE. Dans cette logique de rapport de force, le message des syndicats est clair : rappeler qu'ils ont statutairement un poids dans l'appareil du parti travailliste qui les rend incontournables pour tout choix stratégique et par conséquent, l'adhésion au Marché commun ne doit en aucun cas venir altérer cet état de fait.
- 17 En réalité, les syndicalistes partagent la même tribune que les *anti-marketeers* travaillistes dans le combat qui les oppose aux *pro-marketeers*. Ensemble ils s'opposent au Marché commun qui viendrait promouvoir le libre échange cher aux *Tories* et empêcher la mise en œuvre des programmes de redistribution et de planification socialistes. En revanche, utiliser l'opposition au Marché commun comme levier pour défendre le système tripartite et préserver le poids des organisations syndicales dans le rapport de force avec le gouvernement ne relève que de l'intérêt propre aux syndicats.
- 18 Très attachés au tripartisme, les syndicats s'opposent ainsi farouchement à l'adhésion au Marché commun de crainte qu'au nom de l'exigence de compétitivité, l'Europe ne vienne les priver d'un acquis qui leur fait la part belle. En effet, les syndicats sont intégrés dans les institutions gouvernementales, aux ministères et aux comités paritaires au sein

desquels ils prennent part à des négociations collectives qui jouent un rôle central dans la détermination des salaires et dans les conditions d'emploi. Aussi les dirigeants syndicaux participent à la mise en place des politiques publiques et il leur importe de conserver ce rôle de partenaire privilégié. C'est donc un moyen de préserver l'autonomie des organisations syndicales et de consolider leur rôle d'acteur incontournable dans la sphère des relations professionnelles.

- 19 Dès lors, l'articulation entre le mouvement de contestation des syndicats à l'égard du Marché commun et leur objectif de maintenir un rôle majeur sur le plan politique et social national constitue un paramètre fondamental dans leur démarche. C'est pourquoi, loin d'éteindre l'ardeur des syndicalistes *anti-Marketeers*, le verdict de la consultation populaire du 5 juin inspire de nouvelles initiatives à même de poursuivre la campagne anti-européenne. Le *Labour Safeguards Committee* (LCC) continue à déployer des actions comme si de rien n'était. Les organes de presse des syndicats, de leur côté, ne mettront fin à la propagande *anti-marketeer* qu'au lendemain des élections législatives de 1983, marquées par la deuxième défaite consécutive du parti travailliste. La revendication la plus martelée, désormais, consiste à réclamer la tenue d'un nouveau référendum. Dans sa livraison d'août 1979, *T&G Record*, organe du TGWU, la réclame même aux Conservateurs fraîchement revenus aux affaires:

The Tories knew the Market was not the miracle they had made out it would be and, now that people were being put off the economic arguments, they were starting to talk about the defence benefits. And talking about peace and war was the last refuge of scoundrels.

The union's position was ahead of the British public (...) but by God, they will be grateful in a year or so that this union spoke out and called for a genuine, honest referendum, to save our democracy, our industry, our jobs and our independence⁹.

- 20 Rares sont les journaux syndicaux qui acceptent le résultat de la consultation populaire et cessent de s'engager dans la campagne contre le Marché commun, à l'exception de *Labour*, organe du TUC, qui titre à sa manchette : «*Into the Market with a will*»¹⁰.
- 21 En outre, une étape supplémentaire dans ce qui s'apparente à une fuite en avant préconise de proclamer, une fois que les travaillistes seront de nouveau au pouvoir, une sortie de la CEE sans référendum. Une majorité de syndicats s'est ralliée à cette décision prise lors d'un congrès extraordinaire du parti travailliste tenu à Wembley en septembre 1981¹¹.

Les répertoires d'action

- 22 S'agissant de syndicalistes, il n'est dès lors pas étonnant que leur principal thème de campagne porte sur des données et des projections économiques et financières, essentiellement les prix des produits alimentaires. La thématique *bread and butter* est mise en avant par les syndicats montrant l'Europe comme un facteur d'augmentation du coût de la vie. Prolifèrent alors dans les colonnes de la presse syndicale les caricatures abusant de la métaphore *butter mountains* (montagnes de beurre) ou encore de celle de la *pinta* de lait frais livrée tous les matins à la porte de chaque foyer britannique qui serait menacée par le honni lait U.H.T. que le continent s'apprête à écouler sur le marché britannique. L'affaire incite *T&G Record*, l'organe de TGWU, à lancer une campagne de soutien aux 100 000 emplois du secteur de la *British pinta* qui seraient menacés par l'arrivée du lait continental à longue conservation :

Campaign to defend the British pinta : E.E.C Pinta Robbery. Defend the doorstep pinta's freshness. Over a 100 000 jobs in the milk and milk related industry are being put at risk if this government bows to the Common Market European Court decision that we must import continental UHT (ultra heat treated) long life milk. It will put in jeopardy the doorstep delivery and with it the jobs of 57 000 workers directly related to the system that brings the daily pinta (...)¹²

- 23 La souveraineté nationale constitue le deuxième grand thème de campagne. La résistance des syndicats à l'intégration européenne est forcément porteuse d'arguments souverainistes qu'ils partagent avec les autres acteurs de la campagne du « Non ». Néanmoins, dans les tribunes syndicalistes, la question de la souveraineté nationale est souvent relayée dans un discours aux accents internationalistes inspirés par les valeurs socialistes des origines. Un délégué syndical de la région de Kent écrit au *Miner*, organe de son syndicat, le *National Union of Mineworkers*, NUM :

(...) On sovereignty my area's attitude is not motivated by a Nationalist or "little Britisher" mentality. On the contrary, we desire a Socialist Britain, a Socialist Europe- a Socialist world. Again, if you visit Germany, visit their coal mines. You will find foreign nationals usually performing the menial tasks of the lowest wage rates with very inferior social and cultural provisions, little or no satisfactory communications within the trade unions.

Our miners want none of it. Yes, we want, we desire international cooperation in Europe, throughout the world, but in the interests of common people, that's why we are against the Common market.¹³

- 24 Les accents internationalistes proviennent aussi de la présence des communistes. Influents dans les rouages de grands syndicats tels que celui des mineurs, NUM, les communistes sont prompts à lier leur opposition à l'intégration européenne à un anti-américanisme nourri par un contexte de tensions entre les blocs Est-Ouest. Ainsi ce sont aussi bien les multinationales américaines que les clauses sur la liberté de circulation des capitaux, des services et des personnes évoquées par le Traité de Rome qui sont en ligne de mire dans les colonnes du *Miner* où les Etats-Unis sont de surcroît accusés d'être les instigateurs de l'idée même d'une adhésion britannique au Marché commun. Nombre d'éditoriaux et de reportages dans ce journal¹⁴ mettent l'accent sur l'appel aux mineurs de s'opposer à toute idée du maintien dans le Marché commun non seulement afin d'empêcher la disparition programmée de leurs mines par les « bureaucrates de Bruxelles », mais encore afin de préserver la pérennité des acquis sociaux que le *Welfare State* garantit à tous les salariés britanniques auxquels on prête volontiers un niveau de vie nettement supérieur à ceux des autres pays membres de la CEE.
- 25 Sur la thématique du *Commonwealth* qui domine le débat dans le camp du « Non », la gauche syndicale tient à exprimer sa différence avec les anti-européens conservateurs qui lient leur attachement à ce vestige de l'empire au nom de la solidarité impériale traditionnelle alors que les anti-européens de gauche le font au nom de l'internationalisme et du socialisme – c'est-à-dire la défense d'un nouveau *Commonwealth* multiracial et potentiellement socialiste qui serait menacé par la poursuite d'adhésion au Marché commun capitaliste.
- 26 Quant à la thématique de l'immigration qui va profondément marquer la campagne référendaire en 2016, elle est totalement absente en 1975 malgré la présence au sein du camp du « Non » de l'ultra-conservateur Enoch Powell, chantre de l'anti-immigration depuis son célèbre et très controversé discours de 1968, *Rivers of blood* (« discours des fleuves de sang »). A l'inverse, Tony Benn, porte-drapeau de la voix syndicale au sein de la

National Referendum Campaign, s'inquiète du phénomène d'émigration de compétences britanniques en direction des pays membres de la CEE.

Le traumatisme d'une conversion contrainte

- 27 Après la défaite des travaillistes aux élections de 1983, l'opposition à l'idée européenne se fait de plus en plus discrète lors des congrès annuels du TUC. Mieux encore, des voix syndicalistes commencent à revendiquer une application au Royaume-Uni de telle ou telle réglementation de la CEE plus favorable au monde de travail que la législation des Conservateurs au pouvoir. Pour une majorité de syndicalistes ébranlés par un troisième échec électoral consécutif des travaillistes en 1987, l'Europe est en passe de devenir un précieux bouclier contre les excès du néolibéralisme du gouvernement de Margaret Thatcher, instigatrice de transformations institutionnelles sans précédent hostiles aux syndicats¹⁵. Ce sont ces circonstances objectives qui vont alors provoquer la conversion européenne des syndicats britanniques. Elle sera impulsée par la venue hautement symbolique de Jacques Delors, Président de la Commission européenne, au congrès de leur centrale, le TUC, en septembre 1988.
- 28 Un virage à cent quatre-vingts degrés a donc été effectué au cours de ce congrès. Il s'agit d'un moment de rupture qui, avec le recul, jette un éclairage tout à fait intéressant sur les significations de l'attachement des syndicats au tripartisme dans les années 1970. En effet, ce qui se passe au congrès du TUC de 1988 met un terme brutal à l'un des principaux rituels identitaires du syndicalisme britannique en vigueur depuis 1961. Laissant à Jacques Delors le soin de parler sur le fond et de convaincre les délégués que l'Europe n'est plus une menace mais une opportunité, le dirigeant du TUC chargé d'introduire le débat sur le changement de cap en la matière ne peut que se contenter de considérations tactiques, car il est difficile d'affirmer qu'une direction erronée a été suivie pendant plus de trente ans alors que les adhérents y ont cru si profondément. Comme l'explique à juste titre François Poirier¹⁶, dans le syndicalisme de métier qui domine longtemps l'histoire ouvrière en Grande-Bretagne, les marquages communautaires sont forts et les repères identitaires nombreux. Certains des slogans politiques autour de la question européenne ne sont peut-être rien d'autre qu'une expression d'appartenance. Aussi, les témoignages exprimés dans la presse syndicale des années 1970 et 1980 à travers des reportages, courriers de lecteurs ou des tribunes libres constituent en quelque sorte une lecture de l'histoire syndicale racontée aux adhérents par des adhérents. De ce point de vue, on comprend mieux alors la difficulté de la conversion syndicale aux thèses européennes dès septembre 1988.
- 29 Le TUC comprend malgré tout son intérêt à revoir ses positions vis-à-vis de l'Europe et à adopter une posture résolument pro-européenne. Pendant vingt ans de positionnement pro-européen, les syndicats ont pu bénéficier d'un meilleur droit du travail et d'avancées en matière d'égalité hommes-femmes. Par conséquent, les deux décennies de soutien et de participation active à la construction européenne ont largement contribué à marquer d'une certaine manière le discours et à modifier les répertoires d'action des syndicats quant à leur vision de l'Europe et de ses enjeux.
- 30 Le retour des travaillistes au pouvoir en 1997 met à l'épreuve la profonde transformation idéologique entamée conjointement, depuis peu, par la nouvelle direction du parti et celle du TUC et un nombre de grandes fédérations affiliées. Elle consiste essentiellement à recentrer leur mode d'action autour d'une collaboration entre travailleurs et

entrepreneurs. Ce « nouveau réalisme » syndical ou *New Unionism* peut paraître comme l'aboutissement d'une double contrainte : l'acceptation, au niveau européen, de la matrice libérale du traité de Maastricht et l'alignement, au plan national, sur les orientations du *New Labour*. Mais force est de constater que le soutien syndical apporté au programme réformateur du *New Labour* incarné par Tony Blair¹⁷ s'est vite heurté à la volonté de ce dernier de marginaliser les organisations syndicales et réduire leur influence au sein du parti. Dans le même temps, la question européenne va à nouveau permettre aux syndicats de tenter de préserver leur poids dans le rapport de force avec le gouvernement en place. John Monks, Secrétaire général du TUC de 1993 à 2003 et chantre de l'engagement européen de la centrale syndicale britannique¹⁸, s'est élevé clairement contre la position négative du *New Labour* vis-à-vis de l'Euro et a dénoncé sa non-application des directives européennes en matière de protection sociale.

- 31 Néanmoins, la lune de miel avec l'Europe et le repli de la frange eurosceptique des syndicats britanniques va durer deux décennies quand, au milieu des années 2000, le soutien syndical à la construction européenne commence à marquer le pas au fur et à mesure que son développement s'accompagne de ce qui est souvent perçu aux yeux des syndicats comme des régressions considérables pour les travailleurs qu'ils représentent. Ce sont les politiques néolibérales de l'Union européenne qui nourrissent les critiques envers le projet européen qui, vingt ans auparavant, avait permis des avancées progressistes à même de protéger les salariés britanniques. Le vote au congrès du TUC en 2007 en faveur d'un référendum sur le projet de constitution européenne marque symboliquement le retour d'une méfiance traditionnelle vis-à-vis de l'Europe avec, en filigrane, la volonté des syndicats de se démarquer de la ligne politique du *New Labour*. En effet, cette double désaffectation vis-à-vis du *New Labour* et de l'Union européenne du fait des politiques de rigueur budgétaire dans le secteur public avait été initiée dès 2004 par une nouvelle génération de dirigeants syndicalistes très marqués à gauche surnommés par les médias « *the awkward squad* » (« la bande pas commode »).

Le référendum de 2016

Etat des lieux du camp syndical

- 32 En 2016, le TUC compte 52 syndicats affiliés totalisant 6 millions de syndiqués, la moitié des effectifs recensés en 1975. La conversion européenne des syndicats britanniques étant déjà dans sa troisième décennie, il va sans dire que ces organisations vont s'opposer au *Brexit* et appeler à voter *Remain*. Néanmoins, la situation n'est pas aussi tranchée qu'il n'y paraît. Le désarroi des Etats-majors provient de l'amer constat qu'une frange importante de l'électorat populaire travailliste est attirée par les sirènes anti-immigration du UKIP, *United Kingdom Independence Party*. Face à ce constat, Jeremy Corbyn a mis sciemment en sourdine la question européenne alors qu'un houleux débat sur le *Brexit* agite le pays, peut-être de peur que ces électeurs ne se radicalisent dans leur résistance à l'intégration européenne et peut-être aussi pour ne pas s'aliéner le soutien d'une partie de son électorat. En effet, ce n'est que tardivement et très prudemment qu'il entre en campagne, appelant à voter *Remain*. Les dirigeants syndicalistes ont fait de même. Frances O' Grady, Secrétaire générale du TUC a attendu le 1^{er} juin, tout juste trois semaines avant le jour du vote pour annoncer la décision de son organisation d'appeler à voter *Remain*. Cinq jours après, dans une lettre publiée dans le *Guardian*¹⁹, ce sont les dirigeants de dix grandes

fédérations affiliées au TUC qui lui emboîtent le pas. Sobrement, ils demandent à leurs adhérents de voter pour le maintien.

- 33 La période d'hésitation à s'investir dans la campagne était même ponctuée de menaces d'opter pour le vote pro-*Leave*. C'est le cas de Len McCluskey, Secrétaire général du plus grand syndicat, UNITE, qui affirme dans une déclaration au *Guardian* du 9 mars que si l'accord négocié par David Cameron avec la Commission européenne se faisait sur le dos des salariés, son organisation opterait pour le *Brexit* :

It will be difficult to enthuse Unite's 1.4 million members to turn out and vote on the same side as the Prime minister given the government's attacks on trade unions and failure to address falling living standards. I'm a supporter of the EU but when I vote for Britain to remain in the EU in June, I will not be voting for the status quo - let me be clear about that. I will not be voting for the EU which sought to impose eye-watering austerity, at the expense of the ordinary citizen not the rich, but on Ireland, Greece, Spain, Portugal and elsewhere. I will not be voting for the EU which is seeking to stitch-up a pro-big business trade deal -TTIP- behind the backs of the people of Europe. ²⁰

- 34 Selon une étude du *Labour Research Department* publiée la veille du scrutin, parmi les 27 plus grands syndicats, 13 se déclarent pro-*Remain*, 11 restent neutres et 3 se revendiquent ouvertement pro-*Leave*²¹. Parmi les organisations préférant afficher leur neutralité on trouve le plus grand syndicat d'enseignants, le *National Union of Teachers*, NUT (375 000 adhérents).
- 35 Quant aux trois syndicats se déclarant clairement en faveur de la sortie de l'Union européenne, il s'agit du syndicat des conducteurs de train, ASLEF, (21 000 adhérents), *Bakers, Food and Allied Workers Union*, BFAWU, (20 000 membres) dit syndicat des boulangers mais qui recrute plus largement dans l'agro-alimentaire et le syndicat des transports, *National Union of Rail, Maritime and Transport Workers* (RMT). Ce dernier est le plus influent des trois. Fort de ses 80 000 adhérents concentrés dans des secteurs stratégiques comme les chemins de fer et le transport maritime, ce syndicat a été désaffilié du parti travailliste et du TUC en 2004 pour ses liens avec l'extrême gauche. Il défend la tradition d'une opposition progressiste et socialiste à l'Union européenne, un engagement qu'il partage avec ASLEF et BFAWU. L'alliance entre ces trois syndicats remonte à 2009 à l'occasion des élections européennes. En vue d'une campagne référendaire commune en faveur du *Brexit*, ce trio syndical prend l'initiative dès novembre 2015 de créer une organisation appelée *Trade Unionists Against the European Union* (TUAEU). En réalité, ce type d'association existe depuis 2009 sous différentes appellations qui s'adaptent à l'actualité de l'Union européenne et aux échéances électorales à l'échelle nationale. Ainsi le TUAEU vient en 2015 remplacer *No to the European Union* (NO2EU), un nom adopté lors de la campagne électorale de 2010 qu'ils abordent avec un discours qui chasse sur les terres du parti anti-immigration, le UKIP, et ce en usant de slogans tels que « les emplois britanniques pour les Britanniques » ²², qui dénoncent la présence de main d'œuvre bon marché venue de l'Europe de l'Est. En 2015, ce type de discours sur les migrants a néanmoins disparu à la faveur d'un ralliement à l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste. Depuis ce ralliement, on assiste dans leur littérature électoraliste à un changement de cap complet sur la question qui consiste à se distancer de la campagne « xénophobe et raciste » ²³ des *Brexiters* menée par le UKIP.
- 36 La campagne référendaire de 2016 s'est déroulée sur fond de polarisation nouvelle apparue avec l'arrivée de Jeremy Corbyn à la direction du parti. La force des convictions

de gauche de ce sexagénaire, député d'Islington depuis les années 1980, séduit les militants et les amène à le propulser à la succession d'Ed Miliband suite à sa défaite aux élections législatives de mai 2015. Sa réélection lors du premier congrès post-Brexit un an après conforte sa position vis-à-vis d'un groupe parlementaire hostile. Ce dernier, qui reste pour la grande majorité attaché à la ligne *New Labour* de Tony Blair et Gordon Brown, revendique une vision résolument pro-européenne mais qui s'accommode des politiques néo-libérales menées par l'Union européenne. En dépit de son échec à reprendre le contrôle du parti, cette faction du groupe parlementaire demeure influente et bien représentée au sein de sa direction. Néanmoins, le basculement à gauche du camp syndical est incontestable. Les grands syndicats favorables au maintien dans l'Union européenne tel que UNITE et UNISON constituent - au grand dam de la droite parlementaire - un soutien indéfectible de Jeremy Corbyn. En effet, ces deux grandes fédérations des services publics, qui comptent respectivement 1,42 million et 1,3 million d'adhérents, se sont dotées depuis plusieurs années d'une orientation marquée à gauche. Dans plusieurs autres syndicats de taille moyenne, un grand nombre de postes à responsabilité soumis à renouvellement ont été remportés par des candidats très à gauche. Le soutien syndical massif à Jeremy Corbyn ne peut que favoriser une reconstruction des liens historiques devenus difficiles et souvent conflictuelles entre les syndicats et le parti travailliste durant les treize années de *New Labour* au pouvoir.

Le renouveau de la gauche radicale

- 37 Les organisations politiques situées à gauche du parti travailliste connaissent depuis quelques années un renouveau militant témoignant d'une ambition qui tranche avec l'extrême gauche traditionnelle. Un nombre croissant d'activistes issus de ces organisations commence à prendre de plus en plus d'importance dans le paysage syndical britannique. Il s'agit essentiellement de trois partis politiques particuliers: le *Socialist Workers Party* (SWP), le *Socialist Party* ainsi que le vieux parti communiste, *Communist Party of Britain* (CPB) et son journal *The Morning Star*. Ce sont des eurosceptiques résolus qui ambitionnent d'influencer les mobilisations sociales en nouant des liens avec des secteurs radicaux du mouvement syndical. Les trois syndicats *Brexiteers* n'ont, d'ailleurs, jamais fait mystère de leur coopération avec ces partis. Eurosceptiques de longue date, ils ont ceci en commun qu'ils connaissent une présence active en leurs rangs de militants communistes et d'autres venus de divers groupuscules trotskystes qui parfois atteignent les structures dirigeantes, notamment au sein du RMT. Bob Crow, son emblématique Secrétaire général de 2002 jusqu'à son décès en 2014, se décrivait lui-même comme communiste. De par ses liens étroits avec le RMT, le *Socialist Party* a joué un rôle de premier plan dans le lancement de *Trade Unions Against the European Union*, TUAEU. Dès 2010, les deux organisations complices fondent le *Trade Union and Socialist Coalition*, TUSC. Cette dernière a pu sponsoriser 130 candidats aux élections législatives de 2015, pour la plupart des militants du *Socialist Party*. La TUSC a aussi fait sensation en avril 2016 en réclamant sa désignation par la Commission électorale comme représentante du camp du *Leave* au référendum sur l'adhésion à l'Union européenne. Son argument consiste à dire que les millions d'électeurs anti-austérité ne se reconnaîtraient pas dans les orientations de ses deux concurrents de droite, *Vote Leave* et *Grassroots Out*.²⁴
- 38 Parallèlement, en novembre 2013, des militants issus de ces mêmes trois partis de la gauche radicale lancent *Left Unity*, un nouveau mouvement de gauche regroupant

potentiellement tous ceux qui se situent à la gauche du parti travailliste. Les premiers ralliements à ce projet politique sont venus de plusieurs horizons : *Counterfire*, animé par Taraq Ali, *Respect*, animé par l'ancien député travailliste George Galloway, deux associations de travailleurs issus des diasporas du Sud-Est Asiatique ainsi que de l'ancienne dirigeante de la CND (Campagne pour le désarmement nucléaire), Kate Hudson, désignée comme Secrétaire nationale du mouvement et enfin le cinéaste Ken Loach dont le documentaire *The Spirit of 45* a inspiré la création même de *Left Unity*.

39 Le 13 avril 2016, deux jours avant le début de la campagne officielle du référendum, *Left Unity* annonce dans les colonnes du *Morning Star* le lancement de sa campagne dite du *Lexit*, contraction de *Left* et *exit* (sortie à gauche). Robert Griffiths, Secrétaire général du parti communiste depuis 1998 est désigné à la tête de cette nouvelle coalition électorale de gauche qu'est le *Lexit for EU Leave Vote* sans pour autant recueillir le soutien de l'ensemble des composantes de *Left Unity*. En effet, Ken Loach et Kate Hudson ont préféré rejoindre *Another Europe is Possible* (AEIP), l'autre coalition d'organisations de la gauche radicale pro-*Remain*. Les animateurs de AEIP viennent d'horizons divers. Il s'agit du Grec Yannis Varoufakis²⁵, de John MacDonnell, leader adjoint du parti travailliste, des membres du parti indépendantiste gallois, *Plaid Cymru*, de Caroline Lucas, députée des Verts ainsi que Nathalie Bennett, leur porte parole. Michael Chessum, l'un des principaux animateurs de la coalition est également dirigeant de premier plan au sein de *Momentum*, le mouvement de soutien à Jeremy Corbyn.

40 Si les militants de *Lexit* prétendent offrir une alternative progressiste permettant aux travailleurs de voter pour une sortie de l'Union européenne sans endosser la campagne xénophobe dominée par le UKIP, les animateurs de AEIP, de leur côté, affirment qu'ils vouent une opposition viscérale aux politiques néo-libérales et austéritaires de la Commission de Bruxelles mais, ajoutent-ils, pour imposer d'autres politiques, cela ne peut se faire que de l'intérieur de l'Union européenne. Il n'en reste pas moins que toutes les composantes de la gauche radicale britannique, celles qui ont fait campagne pour *Lexit* ou celles partisans d'AEIP, revendiquent un lien affectif avec le parti travailliste auquel on reconnaît une place à part qu'aucun autre parti de gauche en Grande-Bretagne ne peut remplacer. D'autant plus que le scrutin uninominal à un tour en vigueur au Royaume-Uni rend une telle ambition quasi impossible. Aussi, on comprend mieux le soutien indéfectible que toutes ces organisations confondues vouent à Jeremy Corbyn, le leader le plus à gauche que le parti travailliste ait connu depuis longtemps. Kate Hudson, dans une interview récente, résume bien la situation :

The Labour party has occupied a specific space and trade unions are affiliated to it. So the connection to organised Labour is stronger than other European social-democratic parties. That is one of the historic obstacles to the development of a left party. So many people do feel that pressure needs to be applied to Labour to turn it left because there is no hope to build a left party.²⁶

41 Au-delà de ces soutiens politiques, Jeremy Corbyn a su, en un temps record, attirer vers le Labour plus de 400 000 nouveaux adhérents, pour la plupart une jeunesse radicalisée et fortement politisée. Mais il n'en demeure pas moins que le soutien syndical s'avère le plus déterminant dans sa réélection triomphale à la tête du parti au lendemain du vote en faveur du *Brexit*. Perçu, de surcroît, comme un pied de nez à la faction du groupe parlementaire qui se dit européiste, ce succès remet pour une ultime fois la question européenne au cœur du débat autour des liens historiques entre le parti travailliste et le monde syndical. Un leader travailliste qui s'engage à abolir, une fois au pouvoir, toutes les lois anti-syndicales introduites depuis les années 1980 et à réhabiliter la négociation

collective ne peut que remporter l'adhésion de la quasi-totalité des organisations syndicales. En effet, Jeremy Corbyn a commandé auprès de *l'Institute of Employment Rights*, un *think tank* proche des syndicats, une refonte totale du droit de travail²⁷. Sans doute ce ralliement logique de la quasi-majorité des organisations syndicales au nouveau leader travailliste s'explique-t-il par l'ampleur du basculement à gauche au sein du mouvement syndical britannique.

Conclusion

- 42 D'un référendum à l'autre, les syndicats britanniques sont restés constants dans leur opposition à une Europe libérale. Nous l'avons constaté, une telle constance a toujours été nourrie par un instinct de survie dans un rapport de forces vis-à-vis des partis de gouvernement. Tout au long de cette période, ils ont poursuivi sous des formes diverses leur stratégie de repositionnement. Chemin faisant, la question de l'intégration européenne leur a servi tantôt à peser de leur poids sur les orientations et la mise en œuvre des politiques publiques, tantôt à tenter de juguler leur perte d'influence. Il n'en reste pas moins qu'à la posture souverainiste d'une vieille garde attachée au paritarisme et aux acquis sociaux du consensus de l'après-guerre en 1975, succède en 2016 un discours eurosceptique mesuré et ouvert sur une refondation de l'idée européenne.
- 43 Au vu des résultats du référendum du 23 juin 2016, le sentiment de méfiance envers l'Union européenne a été exprimé dans les bastions travaillistes du nord de l'Angleterre qui ont voté massivement pour le *Brexit* à l'image de Sunderland où le vote pro-*Leave* l'a emporté avec 71% des voix. Ces électeurs appartiennent davantage aux classes populaires qu'aux professions intellectuelles et libérales. Au lendemain du verdict référendaire, un militant syndicaliste dans une section locale de UNITE à Sheffield prend acte de cette ligne de fracture que présente l'électorat travailliste et l'analyse dans ces termes :
- 44 *I am a branch officer of Unite the Union South Yorkshire Community branch who campaigned, as did my Union, for remain. As I type I am sitting on the fault line of the Brexit debate. To the West lie the affluent suburbs of Sheffield where there has been much howling and gnashing about losing the vote. To the East lies the working class parts of the city and the wider de-industrialised county of South Yorkshire which voted, with much anger, to leave. The two sides are glaring at each other through the fractures of English society, or so we are told. On one side the educated, liberal progressives, on the other the people who do not know any better; at least according to the likes of the Guardian. (...) We can build solidarity across imagined boundaries to fight racism and the rise of the populist right. It is not that long since many academics argued that the working class had gone. Now the working class are back with a vengeance as an agent of reaction. (...) The party of the working class, Labour, is in turmoil. Yet in all the chaos there is hope. The radical left in the UK, which sat on either side of the Brexit debate has re-united. We had a large meeting of the Momentum faction of Labour in Sheffield this week. Other cities have seen similar events. The Labour right may have overlooked it. (...) We will continue to fight for our communities, fight racism and fight against those who sneer at our unwillingness to be cowed by the establishment.*²⁸
- 45 Ces propos, exprimés à chaud après l'annonce du résultat du référendum sur le *Brexit*, reflètent le renouveau militant qui caractérise à l'heure actuelle les deux ailes, politique et syndicale, du travaillisme britannique. En misant sur le leadership de Jeremy Corbyn, les syndicats participent aux transformations post-*Brexit* en cours au sein du parti travailliste et à l'échelle du pays tout entier. Ce faisant, ils semblent animés par l'espoir

de faire du nouveau leader, venu de la gauche traditionnelle eurosceptique, la figure de proue d'une gauche radicale européenne capable d'impulser une nouvelle dynamique commune qui rompt avec les politiques néo-libérales et austéritaires de l'Union européenne.

- 46 **Houcine Msaddek enseigne à l'INSA de Strasbourg. Ses travaux de recherche portent sur la société britannique contemporaine, en particulier le mouvement syndical et les médias. Il est l'auteur d'une thèse sur la presse syndicale britannique et l'intégration européenne.**
- 47 ALEXANDRE-COLLIER, Agnès. *La Grande-Bretagne eurosceptique ? L'Europe dans le débat politique britannique*, Nantes : Editions du temps, 2002.
- 48 ALEXANDRE-COLLIER, Agnès. « Euroscepticism under Margaret Thatcher and David Cameron : From Theory to Practice », *Observatoire de la Société britannique*, (en ligne), n°17, 2015.
- 49 BOIVIN, Jean-Pierre. « L'Angleterre et l'Europe : Le référendum du 5 juin 1975 ou la journée des dupes », *Revue Française de Science Politique*, XXVI (2), avril 1976, pp.197-228.
- 50 CHOONARA, Joseph. *The EU : A left Case for Exit*, Pamphlet SWP, février 2016.
- 51 COGAN, David & KOGAN, Maurice, *The Battle for the Labour Party*. Londres, Kogan Page, 1983.
- 52 EWING, K. D., HENDY, John and JONES, Caroline, eds., *A Manifesto for Labour Law : towards a comprehensive revision of workers' rights*, Londres, Institute of Employment Rights, 2016. URL : <http://www.ier.org.uk/manifesto>.
- 53 FELLA, Stefano, « Should I stay or should I go ? », *Labour Research Department*, juin 2016. URL : www.lrdpublications.org.uk .
- 54 GIDDENS, Anthony, *The Third Way : The Renewal of of Scial Democracy*, Londres : Policy Press, 1999.
- 55 HUDSON, Kate. « Left Unity, People's Assembly », *Green Left Weekly*, juillet 2013. URL: <http://links.org.au/node/3428>.
- 56 JAMES, Mark in Tim Strangleman, *A Working class Brexit*, blog mis en ligne le 2 juillet 2016, consulté le 10 juillet 2016, URL: <https://workingclassstudies.wordpress.com/2016/06/27/a-working-class-brexit/>
- 57 MASON, Rowena. "Winning Trade Union Support for EU Vote", *The Guardian*, 9 mars 2016. URL: <https://www.theguardian.com/politics/2016/mar/09/remain-campaign-len-mccluskey-trade-union-support-eu-referendum>.
- 58 MARSDEN, Chris. « La Campagne nationaliste de la pseudo-gauche pour une sortie de l'UE », *WSW*, mars 2016, URL: <http://wsws.org/fr/articles/2016/mar2016/psgs-m21.shtml>
- 59 MINKIN, Lewis. *The Contentious Alliance : Trade Unions and the Labour Party*. Edinburgh: Edinburgh University Press, 1991.
- 60 MISCHI, Julian. « Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ? », *Critiques Internationales*, vol. 3, n°32, 2006, pp. 79-101.
- 61 MSADDEK, Houcine. *La Presse syndicale britannique et l'intégration européenne 1961-1992*. Thèse en civilisation britannique, Université Paris 3, 2001, sous la direction de Jean-Claude Sergeant.

- 62 POIRIER, François. *Generation Thatcher: La culture politique de l'Angleterre*. Presses Universitaires de Vincennes, 1992.
- 63 TAGGART, Paul. « Introduction : Researching euroscepticism in European Party Systems : a Comparative and Theoretical Agenda », in Paul TAGGART et Aleks SZCZERBIAK (dir.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, Oxford University Press, vol. 1, pp. 1- 27.
- 64 WEBB, Sidney & Beatrice. *Industrial Democracy*, London : Longmans, 1897.

NOTES

1. "SOFT EUROSCEPTICISM is where there is NOT a principled objection to European integration or EU membership but where concerns on one (or a number) of policy areas lead to the expression of qualified opposition to the EU, or where there is a sense that 'national interest' is currently at odds with the EU's trajectory." Sussex European Institute, « *The Party Politics of Euroscepticism in EU and Candidate States* », *SEI Working Paper* n° 51, 2002, p. 7, consulté le 16.10.2016. <https://www.sussex.ac.uk/webteam/gateway/file.php?name=sei-working-paper-no-51.pdf&site=gatewa266>. Un deuxième volume publié six ans plus tard vient affiner et clore les travaux des deux chercheurs sur la question: Paul TAGGART et Aleks SZCZERBIAK (dir.), *Opposing Europe? The Comparative Party Politics of Euroscepticism*, Oxford, Oxford University Press, 2008.
2. Sur l'euroscepticisme au sein du parti Conservateur voir : Agnès ALEXANDRE-COLLIER, « Euroscepticism under Margaret Thatcher and David Cameron: From Theory to Practice », *Observatoire de la Société britannique*, n°17, 2015, <http://osb.revues.org/1778>. Sur l'euroscepticisme de l'ensemble des courants politiques britanniques depuis les années 1960 voir : Julian MISCHI, « Les mobilisations eurosceptiques au Royaume-Uni : une continuité historique ? », *Critiques Internationales*, vol. 3, n°32, 2006, p. 79-101.
3. Expression désignant ceux qui sont contre le *Common Market* (Marché commun ou CEE).
4. Expression qui fait écho à *anti-Marketeers* des années 1970 et désigne ceux qui sont en faveur du *Brexit*, mot-valise composé de *British* (britannique) et *exit* (sortie).
5. *La Presse syndicale britannique et l'intégration européenne 1961-1992, contribution à l'étude de l'argumentation polémique*. Thèse de doctorat en Civilisation britannique, sous la direction de Jean-Claude Sergeant, Université de Paris 3, Sorbonne Nouvelle, 2001.
6. La Confédération Européenne des Syndicats (CES) ne sera formée qu' en 1973 et le TUC n'y prendra part que peu après le référendum de 1975.
7. Sidney et Beatrice Webb. *Industrial Democracy*, Londres : Longmans, 1897, in BOIVIN, Jean-Pierre, « L'Angleterre et l'Europe : Le référendum du 5 juin 1975 ou la journée des dupes. », *Revue Française de Science Politique*, XXVI (2), avril 1976, pp. 197-228.
8. "Do you think that the United Kingdom should remain part of the European Community? Yes / No"
9. "Vote Again On Market", *T&G Record*, août 1979, in Houcine MSADDEK, *op. cit.*, vol. 2, Corpus, p. 145.
10. "Into the Market with a will", *Labour*, Editorial, Juin 1975, in Houcine MSADDEK, *op.cit.*, vol. 2, Corpus, p. 121.

11. Sur les mutations au sein du parti travailliste au cours de cette période voir David COGAN et Maurice KOGAN, *The Battle for the Labour Party*. Londres, Kogan Page, 1983 ; Lewis MINKIN, *The Contentious Alliance: Trade Unions and the Labour Party*, Edinburgh : Edinburgh University Press, 1991.
12. *T&GRecord*, mars 1983, in Houcine MSADDEK, *op.cit.*, vol. 2, Corpus, p. 147.
13. Jack DUNN, « Miners Being led to Market », *The Miner*, juillet 1971 in Houcine MSADDEK, *La Presse syndicale...op. cit.*, vol. 2, Corpus, p.109.
14. Alex EADIE, « Frogmarched into Europe », *The Miner*, octobre 1972 in *Ibid.*, p. 112. Voir aussi, dans le même corpus (p. 137), un reportage publié en juin 1975 sous le titre : *Europe, now Conference will decide* et p. 154, un courrier d'un adhérent de la section de Nottinghamshire daté de février 1982 et intitulé : *Notts miners' verdict on the Common Market*.
15. Entre 1980 et 1982, les Conservateurs feront voter deux lois destinées à affaiblir les capacités d'action des syndicats. D'abord en 1980, *l'Employment Act* restreint le droit de grève en interdisant que le piquet de grève ait lieu à un autre endroit que là où la grève a éclaté. Parallèlement, les grèves dites de solidarité, où d'autres professions appellent à s'allier aux grévistes, sont aussi interdites. En 1982, la loi du Secrétaire d'Etat à l'Emploi, Norman Tebbit, supprime l'immunité syndicale en cas de grève non autorisée et introduit le vote à bulletin secret avant le début d'un conflit social.
16. François POIRIER, *Génération Thatcher. La Culture politique de l'Angleterre*. Presses Universitaires de Vincennes, 1995, pp. 161-163.
17. Dès son accession à la tête du parti en 1994 suite au décès de John Smith, Tony Blair intensifie les transformations initiées par son prédécesseur en déclenchant un virage social-libéral. Il s'agit d'une nouvelle synthèse de la social-démocratie appelée *Third way* (troisième voie). Elle tire son pendant théorique d'Anthony Giddens qui la situe à mi-chemin entre le néo-libéralisme et la social-démocratie keynésienne rejetant ainsi l'interventionnisme de l'Etat et les politiques redistributives des années 1960-70. Voir: Anthony, GIDDENS, *The Third Way: The Renewal of Social-Democracy*. Londres, Policy Press, 1999.
18. En 2003, John Monks est élu Secrétaire général de la Confédération européenne (CES) et le restera jusqu'à 2011 quand il sera annobli par la Reine en tant que Baron Monks.
19. *The Guardian*, 6 juin 2016. Les signataires de la lettre sont : Len McKluskey (UNITE), Dave Prentis (Unison), Tim Roache (GMB), Manuel Cortes (TSSA), John Smith (Musicians' Union), Dave Ward (CWU), Matt Wrack (FBU), John Hannett (USDAW), Gerry Morrissey (BECTU), Roy Rickhuss (Community).
20. Rowena, Mason, "Winning Trade Union Support for EU Vote would be difficult", *The Guardian*, 9 mars 2016. <https://www.theguardian.com/politics/2016/mar/09/remain-campaign-len-mckluskey-trade-union-support-eu-referendum>.
21. Stefano, FELLA, "Should I stay or should I go?", *Labour Research Department*, Juin 2016. www.lrdpublications.org.uk
22. Selon un pamphlet du Parti de l'Egalité Socialiste, une formation qui se revendique de la 4^e Internationale et qui, lors du référendum sur le Brexit, a appelé pour un boycott dit actif. URL : www.sws.org/en/articles/2016/03/18/leav-m18.html, page consulté le 19 août 2016.
23. Joseph CHOORARA, *The EU: A left Case Exit*. A SWP Pamphlet, 2016, p. 28.
24. Le 14 avril la Commission électorale a désigné *Vote Leave*, organisation soutenue par Boris Johnson, et non *Grassroots Out*, soutenue par le UKIP.
25. Proche de Jeremy Corbyn et John MacDonnell, l'ancien ministre de l'Economie de Syriza est associé au groupe d'économistes chargé de la révision du programme du parti travailliste.
26. " Kate Hudson on Left Unity, People's Assembly", *Green Left Weekly*, 8 juillet 2013. URL: <http://links.org.au/node/3428>

27. Il en résulte un document en 25 recommandations intitulé, *A Manifesto for Labour Law : towards a comprehensive revision of workers' Rights* , Institute of Employment Rights, 2016. URL : <http://www.ier.org.uk/manifesto>

28. Mark James in Tim Strangleman, *A Working class Brexit*, blog mis en ligne le 2 juillet 2016, consulté le 10 juillet 2016. <https://workingclassstudies.wordpress.com/2016/06/27/a-working-class-brexit/>

RÉSUMÉS

Cet article propose un tour d'horizon du militantisme syndical contre le maintien du Royaume-Uni, d'abord dans la CEE et ensuite dans l'Union européenne lors des deux référendums du 5 juin 1975 et du 23 juin 2016. Il s'agit de souligner l'évolution des répertoires d'action et des constructions symboliques du courant eurosceptique en milieu syndical d'une campagne référendaire à l'autre. La thèse défendue consiste à pointer l'attachement des syndicats au paritarisme comme motivation principale de leur engagement *anti-marketeer* à contre-courant en 1975 alors qu'en 2016, leur prudence dans la campagne sur le *Brexit* est dictée par une alliance très marquée à gauche qui a porté Jeremy Corbyn à la tête du parti travailliste. Aussi leur positionnement évolue-t-il vers un euroscepticisme réformiste qui s'oppose aux politiques néolibérales de l'Union européenne tout en s'inscrivant dans une vision qui ambitionne d'impulser un élan pan-européen de gauche.

This article provides an overview of British trade unions' activism against the United Kingdom staying first in the EEC and then in the European Union during the referendum campaigns held in 1975 and 2016. It assesses the evolution of the unions' agenda and rhetoric from one referendum campaign to the other. The argument put forward consists in regarding British trade unions' commitment to tripartism as the main motivation for their anti-Marketeer stand in 1975, whereas their cautious commitment over *Brexit* has developed into a left-wing alliance with Jeremy Corbyn, the new leader of the Labour Party. Hence their common aim to take part in a left-led pan-European dynamic eager to fight against the neoliberal policies of the European Union.

INDEX

Mots-clés : syndicats, paritarisme, anti-Marketeers, Brexit, gauche travailliste.

Keywords : trade unions, tripartism, anti-Marketeers, Brexit, Labour left.

AUTEUR

HOUCINE MSADDEK

INSA, Strasbourg